

**PONTIFEX MAXIMUS VERSUS KAPITALISMUS :
LAUDATO SI', UNE ENCYCLIQUE ANTI-SYSTÉMIQUE**

Michael Löwy

Directeur de Recherche Émérite du CNRS
Membre du Centre d'Études en Sciences Sociales du Religieux à l'EHESS
michael.lowy@orange.fr

1 L'hypothèse de Max Weber

Max Weber argumentait, dans son célèbre essai de sociologies des religions, que l'éthique protestante était favorable à l'essor du capitalisme, notamment en Angleterre et aux Etats Unis; on trouve une hypothèse analogue, un demi-siècle avant, dans certains écrits de Marx (les *Grundrisse*). Dans le même écrit Weber suggère cependant que l'éthique catholique, au contraire, était foncièrement hostile à l'esprit du capitalisme. Dans une note en bas de page, dans le contexte d'une polémique contre les travaux de Franz Keller, il affirme que les prises de position de l'Eglise catholique par rapport au capitalisme en tant que tel sont déterminées par « [...] une aversion traditionnaliste, éprouvée la plupart du temps d'une manière sourde, à l'égard de la puissance *impersonnelle* grandissante du capital, lequel, de par ce caractère impersonnel sans cesse renforcé, était peu accessible à une régulation éthique ». (WEBER, 2003, p. 56).

Au cours du débat que provoqua la publication de son livre, Weber proposa un nouveau concept: celui d'une *incompatibilité* (*Unvereinbarkeit*) entre les idéaux auxquels souscrit le croyant catholique « sérieusement convaincu » et la « poursuite 'commerciale' du gain ». Certes, cette incompatibilité n'exclut pas les

Rev. Helius	Sobral	v. 2	n. 1	p. 4-21	jan./jun. 2019
-------------	--------	------	------	---------	----------------

accommodations, mais, ajoute le sociologue, « [...] je ne peux interpréter les nombreux 'compromis' pratiques et théoriques justement que comme des 'compromis'. » (WEBER, 2003, p. 317).¹ En d'autres termes : s'il y a compromis, c'est parce que deux puissances hostiles s'affrontent, et la *Unvereinbarkeit* reste la tonalité dominante du rapport catholique à l'esprit du capitalisme.

Il revient à cette problématique dans plusieurs autres écrits, notamment son *Histoire Economique* :

La profonde aversion (*tiefe Abneigung*) de l'éthique catholique et, à sa suite, l'éthique luthérienne témoignent à tout mouvement capitaliste repose sur la crainte (*Scheu*) que leur inspire l'impersonnalité des relations qui se nouent entre ceux qui, dans le cadre de l'économie capitaliste, contractent en vue du gain. C'est que cette impersonnalité soustrait à l'Eglise et à son influence moralisatrice certaines relations humaines, excluant par là toute infiltration et toute réglementation éthique de sa part. (WEBER, 1991, p. 375).

L'hypothèse wébérienne me semble essentielle pour comprendre beaucoup de phénomènes socio-religieux, depuis le 19^{ème} siècle jusqu'aujourd'hui. Certes, cette hostilité, cette aversion, cette "antipathie" (un autre terme utilisé par Weber) contre le capitalisme a surtout pris, notamment au 19^{ème} siècle, un caractère conservateur, rétrograde, en un mot, *réactionnaire*. Ces manifestations n'avaient pas échappé à l'attention de Marx et d'Engels, qui les ont désignées par le terme ironique de "socialisme féodal". Voici ce qu'en dit le *Manifeste Communiste*, qui les dénonce, tout en reconnaissant leur dimension critique (anti-bourgeoise) :

Le socialisme féodal tient à la fois de la complaisance et de la pasquinade. C'est en partie l'écho du passé, en partie la menace de l'avenir. Parfois, il frappe au cœur la bourgeoisie par une critique amère et spirituellement

1 Cf. WEBER, 1972, p. 168.

mordante. Et toujours il produit un effet comique par son impuissance totale à comprendre la marche de l'histoire moderne. (MARX, 1953, p. 99).

Il songeait peut-être à des auteurs tels que le philosophe social romantique et catholique Johannes von Baader, ferme partisan de l'Église et du Roi, mais qui dénonçait la condition misérable des *proletaires* (son terme) en Angleterre et en France, plus cruelle et inhumaine que le servage. Critiquant l'exploitation brutale et nullement chrétienne de cette classe démunie par les intérêts d'argent (*Argyrokratie*), il propose que le clergé catholique devienne le défenseur et le représentant des *proletaires*.²

Cela dit, on voit aussi apparaître, au sein du catholicisme, un courant anticapitaliste de gauche. Paradoxalement, la montée d'une gauche catholique paraît en rapport avec le fait que l'Église se montrait de plus en plus disposée à chercher un compromis avec la société bourgeoise. Après la condamnation cinglante des principes libéraux et de la société moderne dans le Syllabus (1864), Rome parut admettre, dès la fin du XIXe siècle, l'avènement du capitalisme et l'établissement d'un État moderne (« libéral ») bourgeois comme des faits irréversibles. La manifestation la plus apparente de cette nouvelle stratégie fut le ralliement à la République de l'Église française (jusqu'alors défenseur inconditionnel de la monarchie). Le catholicisme intransigeant prend la forme d'un « catholicisme social » qui, tout en critiquant toujours les excès du « capitalisme libéral », ne met plus vraiment en cause l'ordre social et économique existant. Il en va ainsi de tous les documents émanant de la magistrature romaine (les encycliques pontificales) ainsi que de la doctrine sociale de l'Église, de *Rerum Novarum* (1891) jusqu'à Ratzinger (Benoît XVI).

2 Cf. „Über das dermalige Mißverhältnis der Vermögenslosen oder Proletaires...” (1835) in BAADER, 1991, p. 181-182, 186.

Ce fut précisément au moment de la « réconciliation » – réelle ou apparente – de l'Église avec le monde moderne que devait apparaître une nouvelle forme de socialisme catholique, notamment en France, qui deviendrait une minorité conséquente dans la culture catholique française. Au tournant du siècle, l'on voit s'épanouir simultanément les formes les plus réactionnaires de l'anticapitalisme catholique – Charles Maurras, le mouvement de l'Action française et l'aile régressive de l'Église, qui devaient tous prendre une part active dans la sinistre campagne antisémite contre Dreyfus - et d'une forme d'anticapitalisme tout aussi « intransigeante » mais désormais de gauche, dont le premier représentant fut l'écrivain dreyfusard philosémite et socialiste libertaire, Charles Péguy, qui se fit catholique en 1907 bien qu'il n'ait jamais été reçu dans l'Église. Ce courant n'était pas dénué d'ambiguïté, mais son engagement fondamental était à gauche.

A partir de la fin du 19^{ème} siècle, et encore plus après la Révolution Russe, il est évident que pour le Vatican l'ennemi principal n'est plus le « libéralisme » bourgeois, mais bel et bien le mouvement ouvrier socialiste et en particulier le « communisme athée ». Pie XII va s'illustrer dans ce combat, en excommuniant les communistes en Italie (1948), et en interdisant en France l'activité des prêtres ouvriers, trop proches de la CGT (années 1950). Woytila, le pape polonais, reprendra cette démarche, dans un nouveau contexte historique.

Malgré l'hostilité romaine, la gauche catholique continue à se développer, en Europe, et encore plus en Amérique Latine, avec l'essor, à partir de 1960, du *christianisme de la libération*. Une des caractéristiques principales de ce courant, représenté par des mouvements d'étudiants, ouvriers ou paysans, des communautés de base, des théologiens, mais aussi des évêques, c'est la condamnation intransigeante, morale et politique, du capitalisme, dans des termes où l'influence du

marxisme est visible. Voici, par exemple, la conclusion du document *Le cri de l'Église*, de 1973, signé par les évêques et supérieurs d'ordres religieux de la région Centre-Ouest du Brésil :

Il faut vaincre le capitalisme: c'est le plus grand mal, le péché accumulé, la racine pourrie, l'arbre qui produit tous les fruits que nous connaissons si bien : la pauvreté, la faim, la maladie, la mort. Pour cela, il faut que la propriété privée des moyens de production (usines, terre, commerce, banques) soit dépassée. (CELAM, 1978, p. 71).

Si Paul VI a manifesté une certaine tolérance envers le christianisme de la libération, tel ne fut pas le cas de deux pontifes suivants : Jean Paul II et Benoît XVI ont activement persécuté ses représentants, allant jusqu'à imposer au théologien Leonardo Boff une année de « silence obséquieux ».

2 Jorge Bergoglio, le Pape François

Que pouvait-on attendre du Cardinal Jorge Bergoglio, élu *Pontifex Maximus* en mars 2013? Certes, c'était un latino-américain, ce qui signifiait tout de même un changement. Mais il avait été choisi par le même conclave qui avait intronisé le conservateur Ratzinger, et il venait d'Argentine, un pays où l'Eglise ne brille pas par le progressisme, plusieurs de ses dignitaires ayant activement coopéré avec la sanglante dictature militaire. Ce ne fut pas le cas de Bergoglio - selon certains témoignages, il aurait même aidé des personnes persécutées par la Junte à se cacher ou à quitter le pays – mais il ne s'était pas non plus opposé au régime : un « péché par omission », pourrait-on dire. Si certains chrétiens de gauche comme Adolfo Perez Esquivel (Prix Nobel de la Paix) l'ont toujours soutenu, d'autres le considéraient

comme un opposant de droite au gouvernement des « péronistes de gauche » Nestor et Christina Kirchner.

Quoi qu'il en soit, une fois élu, François - le nom qu'il a choisi, par référence à Saint François, l'ami des pauvres et des oiseaux – s'est immédiatement distingué par des prises de position engagées et courageuses. Dans un certains sens il fait penser au pape Roncalli, Jean XXIII : élu comme « pape de transition » pour assurer la continuité et la tradition, il a initié le changement le plus profond depuis des siècles dans l'Eglise : le Concile Vatican II (1962-65). D'ailleurs Bergoglio avait pensé, un premier moment, à prendre le nom de « Jean XXIV », pour honorer son prédécesseur des années 1960.

Le premier voyage du nouveau pontife hors de Rome a eu lieu, en juillet 2013, au port italien de Lampedusa, où arrivaient des centaines d'immigrants clandestins, tandis que beaucoup d'autres étaient noyés dans le Méditerranée. Dans son homélie, il ne craint pas de prendre le contre-pied du gouvernement italien – et d'une bonne partie de l'opinion publique – en dénonçant la « globalisation de l'indifférence » qui nous rend « insensibles aux cris d'autrui », c'est à dire au sort « des immigrés morts en mer, sur ces bateaux qui, au lieu d'être un chemin de l'espérance, ont été une route vers la mort ». Il reviendra à plusieurs reprises sur cette critique de l'inhumanité de la politique européenne envers les immigrés.

Sur l'Amérique Latine aussi un changement notable a eu lieu. En septembre 2013, François a rencontré Gustavo Gutierrez, le fondateur de la théologie de la libération, et le journal du Vatican, *Osservatore romano* a pour la première fois publié un article favorable à ce penseur. Un autre geste symbolique fut la béatification de Mgr. Romero, l'archevêque d'El Salvador, assassiné en 1980 par les militaires pour avoir dénoncé la répression antipopulaire - un héros célébré par la gauche catholique

latino-américaine mais ignoré par les Pontifes précédents. Lors de sa visite en Bolivie, en juillet 2015, Bergoglio a rendu un intense et vibrant hommage à la mémoire de son confrère jésuite, Luis Espinal Camps, un prêtre missionnaire espagnol, poète et cinéaste, tué sous la dictature de Luis Garcia Meza, le 21 mars 1980, pour son engagement dans les luttes sociales. Lors de sa rencontre avec Evo Morales, le président socialiste bolivien lui a offert une sculpture faite par le martyr jésuite : une croix posée sur une faucille et marteau en bois...

Lors de cette visite en Bolivie, François a rendu visite à une Rencontre Mondiale des Mouvements Sociaux dans le ville de Santa Cruz. Son discours à cette occasion illustre la "profonde aversion" pour le capitalisme dont parlait Max Weber, mais à un degré jamais atteint par aucun de ces prédecesseurs. Voici un passage, devenu célèbre, de cette intervention:

On est en train de châtier la terre, les peuples et les personnes de façon presque sauvage. Et derrière tant de douleur, tant de mort et de destruction, se sent l'odeur de ce que Basile de Césarée appelait « le fumier du diable » ; l'ambition sans retenue de l'argent qui commande. Le service du bien commun est relégué à l'arrière-plan. Quand le capital est érigé en idole et commande toutes les options des êtres humains, quand l'avidité pour l'argent oriente tout le système socio-économique, cela ruine la société, condamne l'homme, le transforme en esclave, détruit la fraternité entre les hommes, oppose les peuples les uns aux autres, et comme nous le voyons, met même en danger notre maison commune [...] (FRANÇOIS, 2015a).

La démarche de François rencontre, comme il était prévisible, une importante résistance de la part des secteurs les plus conservateurs de l'Eglise. Un des opposants les plus actifs est le Cardinal nord-américain Raymond Burke, un partisans enthousiaste de Donald Trump, qui a aussi pris contact, lors d'un voyage en Italie,

avec Matteo Salvini, le chef de la Legga Nord... Certains de ces adversaires accusent le nouveau pontife d'être un hérétique, ou même un... marxiste déguisé.

Rush Linebaugh, un journaliste catholique (nord-américain) réactionnaire, l'ayant qualifié de « Pape marxiste », François a répondu en refusant poliment l'adjectif, tout en ajoutant qu'il n'était pas offensé puisqu'il « connaissait beaucoup de marxistes qui étaient des gens bien ». En fait, en 2014 le Pape a reçu en audience deux éminents représentants de la gauche européenne : Alexis Tsipras, alors dirigeant de l'opposition au gouvernement de droite à Athènes, et Walter Baier, le coordinateur du réseau Transform, composé de fondations culturelles liées au Parti de la Gauche Européenne (comme la Fondation Rosa Luxemburg d'Allemagne). A cette occasion a été décidé d'initier un processus de dialogue entre marxistes et chrétiens, qui a pris la forme de plusieurs rencontres et devra aboutir, en 2018, à une Université d'Été commune à l'île de Syros en Grèce.

Certes, en ce qui concerne le droit des femmes à disposer de leur corps et la morale sexuelle en général – contraception, avortement, divorce, homosexualité – François campe sur les positions conservatrices de la doctrine de l'Eglise. Mais on voit quelques signes d'ouverture, dont le violent conflit en 2017 avec la direction de l'Ordre de Malte, une richissime et aristocratique institution de l'Eglise catholique, est un symptôme frappant. L'archi-conservateur Grand Maître de l'Ordre, le Prince (!) Matthew Festing avait exigé la démission du Chancelier de l'Ordre, le Baron de Boeselager, pour le terrible péché d'avoir distribué des condoms à des populations pauvres menacées par l'épidémie du sida en Afrique. Le chancelier a fait appel au Vatican, qui lui a donné raison contre Festing; celui-ci – soutenu par le cardinal Burke – refusant d'obéir, a été débarqué de son poste par le Vatican. Ce n'est pas encore

l'adoption des contraceptifs par la doctrine morale de l'Eglise, mais c'est un changement...

Bien entendu, le Pape François n'a rien de marxiste, et sa théologie est très éloignée de la théologie de la libération sous sa forme marxisante. Sa formation intellectuelle, spirituelle et politique doit beaucoup à la *théologie du peuple*, une variante argentine non-marxiste de la théologie de la libération, dont les principaux inspirateurs sont Lucio Gera et le théologien jésuite Juan Carlos Scannone. La théologie du peuple ne se réclame pas de la lutte de classes, mais reconnaît le conflit entre le peuple et « l'anti-peuple », et fait sienne l'option prioritaire pour les pauvres. Elle manifeste moins d'intérêt pour les questions socio-économiques que les autres formes de la théologie de la libération, et une plus grande attention à la culture, et notamment à la religion populaire.

Dans un article de 2014, "Le Pape François et la théologie du peuple", Juan Carlos Scannone insiste, à juste titre, sur tout ce que les premières encycliques du Pape, comme *Evangelium Gaudi* (2014), doivent à cette théologie populaire, décriée par ses critiques de gauche comme "populiste" (au sens argentin, péroniste, et non européen, du terme). (SCANNONE, 2014). Il me semble cependant que Bergoglio, dans sa critique de "l'idole capital" et de tout le « système socio-économique » actuel va plus loin que ses inspirateurs argentins. C'est le cas, notamment, de sa dernière Encyclique, *Laudato si'* (2015b), qui mérite une réflexion marxiste.

3 *Laudato si'*

L'« Encyclique écologique » du Pape François est un événement d'une importance planétaire, du point de vue religieux, éthique, social et politique.

Rev. Helius	Sobral	v. 2	n. 1	p. 4-21	jan./jun. 2019
-------------	--------	------	------	---------	----------------

Considérant l'énorme influence de l'église catholique, c'est une contribution cruciale au développement d'une conscience écologique critique. Reçu avec enthousiasme par les véritables défenseurs de l'environnement, elle a suscité inquiétude et rejet de la part des religieux conservateurs, représentants du capital et idéologues de l'« écologie de marché ». Il s'agit d'un document d'une grande richesse et complexité, qui propose une nouvelle interprétation de la tradition judéo-chrétienne - en rupture avec le « rêve prométhéen de domination du monde » - et une réflexion profondément radicale sur les causes de la crise écologique. Sous certains aspects, comme par exemple dans l'association inséparable de la « clameur de la terre » et de « la clameur des pauvres », l'on perçoit que la théologie de la libération – en particulier celle de l'éco-théologien Leonardo Boff – fut l'une de ses sources d'inspiration.

Dans les brèves notes qui suivent, je tiens à souligner une dimension de l'Encyclique qui explique les résistances qu'elle rencontra dans l'establishment économique et médiatique : son caractère *anti-systémique*.

Pour le Pape François, les désastres écologiques et le changement climatique ne sont pas uniquement le résultat des comportements individuels - même s'ils y jouent un rôle - mais celui des « modèles actuels de production et de consommation ». Bergoglio n'est pas marxiste, et le mot « capitalisme » n'apparaît pas dans l'Encyclique... Mais il reste très clair que pour lui les dramatiques problèmes écologiques de notre époque sont le résultat des engrenages de l'économie mondialisée actuelle - engrenages constitués par un système global, « *un système de relations commerciales et de propriété structurellement pervers* ». (FRANÇOIS, 2015b, p. 46, section 52; nous soulignons).

Quelles sont, pour François, ces caractéristiques « structurellement perverses » ? Avant tout, un système dans lequel prédominent « les intérêts limités des entreprises » et « une rationalité économique discutable », une rationalité instrumentale dont le seul but est de maximiser les profits. En conséquent,

[...] le principe de maximisation du profit, qui tend à s'isoler de toute autre considération, est une distorsion conceptuelle de l'économie : si la production augmente, il importe peu de produire au détriment des ressources futures ou du bien-être de l'environnement. (*Laudato si'*, 195).

Cette distorsion, cette perversité éthique et sociale, n'est pas plus propre à un pays qu'à un autre, mais plutôt à un

[...] système mondial, dans lequel prédominent une spéculation et une recherche de revenus financiers qui tendent à ignorer tout contexte et effets sur la dignité humaine et l'environnement. Il apparaît ainsi que la dégradation de l'environnement et la dégradation humaine et éthique sont intimement liées. (*Laudato si'*, 56).

L'obsession d'une croissance sans limite, le consumérisme, la technocratie, la domination absolue de la finance et la déification du marché sont autant de caractéristiques perverses du système. Dans une logique destructrice, tout se réduit au marché et au « calcul financier des coûts et bénéfices » (*Laudato si'*, 190). Or, il faut comprendre que « [...] l'environnement est un de ces biens que les mécanismes du marché sont incapables de défendre ou promouvoir convenablement ». (*Laudato si'*, 190). Le marché est incapable de tenir compte des valeurs qualitatives, éthiques, sociales, humaines ou naturelles, c'est à dire « des valeurs qui dépassent tout calcul » (*Laudato si'*, 36).

Le pouvoir « absolu » du capital financier spéculatif est un aspect essentiel du système, ainsi que l'a révélé la récente crise bancaire. Le commentaire de l'Encyclique est radical et démystificateur :

Sauver les banques à tout prix, en en faisant payer le prix à la population, sans la ferme décision de revoir et de réformer le système tout entier, réaffirme une emprise absolue des finances qui n'a aucun avenir et qui pourra seulement générer de nouvelles crises après une longue, coûteuse et apparente guérison. La crise financière de 2007-2008 était une occasion pour le développement d'une nouvelle économie plus attentive aux principes éthiques et en faveur d'une nouvelle régulation de l'activité financière spéculative et de la richesse fictive. Mais il n'y a pas eu de réaction qui aurait conduit à repenser les critères obsolètes qui continuent à régir le monde. (*Laudato si'*, 189).

Cette dynamique perverse du système global qui « continue de diriger le monde » est la raison qui a conduit à l'échec les Réunions aux Sommets mondiales sur l'environnement : « [...] il y a trop d'intérêts personnels et l'intérêt économique arrive trop facilement à prévaloir sur le bien commun et à manipuler l'information pour ne pas voir affectés ses projets. » (*Laudato si'*, 54). Dès que les impératifs des puissants groupes économiques prédominent,

[...] on peut seulement s'attendre à quelques déclarations superficielles, quelques actions philanthropiques isolées et même quelques efforts pour montrer quelque sensibilité envers l'environnement quand, en réalité, toute tentative des organisations sociales pour modifier les choses sera vu comme une gêne provoquée par des utopistes romantiques ou comme un obstacle à contourner. (*Laudato si'*, 54).

Dans ce contexte l'Encyclique développe une critique radicale face à l'irresponsabilité des « responsables », c'est-à-dire les élites dominantes, les oligarchies intéressées par la conservation du système, en relation avec la crise écologique :

Beaucoup de ceux qui détiennent le plus de ressources et de pouvoir économique ou politique semblent surtout s'évertuer à masquer les problèmes ou à occulter les symptômes, en essayant seulement de réduire certains impacts négatifs du changement climatique. Mais beaucoup de symptômes indiquent que ces effets ne cesseront d'empirer si nous maintenons les modèles actuels de production et consommation. (*Laudato si'*, 26).

Face au dramatique processus de destruction des équilibres écologiques de la planète et la menace sans précédent que représente le changement climatique, que proposent les gouvernements, ou les représentants internationaux du système (Banque Mondiale, FMI, etc.)? Leur réponse est le prétendu « développement durable », un concept dont le contenu est devenu de plus en plus vide, un vrai flatus vocis comme disaient les scolastiques du Moyen-Âge. François ne se fait aucune illusion face à cette mystification technocrate :

[...] le discours de la croissance durable a l'habitude de se convertir en un recours distrayant et déculpabilisant qui absorbe les valeurs du discours écologique au sein des finances et de la technocratie, et la responsabilité sociale et environnementale des entreprises a l'habitude de se réduire à une série d'actions de marketing et d'image. (*Laudato si'*, 194).

Les mesures concrètes que propose l'oligarchie techno-financière dominante sont parfaitement inefficaces, comme par exemple les soi-disant « marchés du carbone ». La critique mordante du Pape envers cette fausse solution est l'un des arguments les plus importants de l'Encyclique. Se référant à une résolution de la Conférence Épiscopale Bolivienne, Bergoglio écrit :

La stratégie d'achat-vente de « bonus de carbone » peut donner lieu à une nouvelle forme de spéculation, et desservir le processus de réduction de

l'émission globale de gaz polluants. Ce système semble être une solution rapide et facile, avec l'apparence d'un certain compromis avec l'environnement, mais qui en aucun cas n'impliquerait un changement radical à la hauteur des circonstances. Qui plus est, il peut se convertir en n'importe quel recours qui permettrait d'encourager la sur-consommation dans certains pays et secteurs. (*Laudato si'*, 171).

Des passages tels que celui-ci expliquent le peu d'enthousiasme des cercles « officiels » et des partisans de l'« écologie de marché » (ou du « capitalisme vert ») par *Laudato si'*...

Tout en associant la question écologique à la question sociale, François insiste sur la nécessité de mesures radicales, drastiques, c'est-à-dire de changements profonds, pour faire face à ce double défi. Le principal obstacle à cela est la nature « perverse » du système : « [...] la même logique qui empêche de prendre des décisions drastiques pour inverser la tendance du réchauffement global est la même qui empêche d'atteindre l'objectif d'éradication de la pauvreté. » (*Laudato si'*, 175).

Si le diagnostic de *Laudato si'* concernant la crise écologique est d'une clarté et d'une cohérence impressionnantes, les actions qu'il propose sont plus limitées. Certes, nombre de ses suggestions sont utiles et nécessaires, par exemple : « [...] proposer des formes de coopération ou d'organisation communautaire qui défendent les intérêts des petits producteurs et préservent les écosystèmes locaux de la déprédation » (*Laudato si'*, 180). Il est aussi très significatif que l'Encyclique reconnaisse la nécessité, pour les sociétés les plus développées, de « retenir un peu la marche, et poser certaines limites raisonnables et même revenir en arrière avant qu'il ne soit trop tard », en d'autres mots, « [...] l'heure est venue d'accepter une certaine décroissance dans certaines parties du monde en apportant des recours pour que d'autres puissent croître sainement » (*Laudato si'*, 193).

Mais les « mesures drastiques » font précisément défaut, comme par exemple celles que propose Naomi Klein dans son dernier livre *Tout peut changer* (2015) : rompre, avant qu'il ne soit trop tard, avec les énergies fossiles (charbon, pétrole), en les laissant sous terre. Nous ne pouvons modifier les structures perverses de l'actuel mode de production et consommation sans un ensemble d'initiatives anti-systémiques, qui remettent en cause la propriété privée, par exemple celle des grandes multinationales de l'énergie fossile (BP, Shell, Total, etc.). Certes, Le Pape parle de l'utilité de « grandes stratégies qui ralentiraient efficacement la dégradation environnementale et insuffleraient une culture du respect imprégnant toute la société », mais cet aspect stratégique est peu développé dans l'Encyclique.

En reconnaissant que « le système mondial actuel est insoutenable », Bergoglio cherche une alternative globale, qu'il intitule « culture écologique », un changement qui

[...] ne peut se limiter à une série de réponses urgentes et partielles face aux problèmes croissants de la dégradation de l'environnement, à l'épuisement des ressources naturelles et à la contamination. Ce devrait être un regard différent, une pensée, une politique, un programme éducatif, un style de vie et une spiritualité qui acceptent une résistance face à la progression du paradigme technocratique. (*Laudato si'*, 111).

Mais il y a peu d'indications sur la nouvelle économie, la nouvelle société qui correspondent à cette culture écologique. Il ne s'agit pas de demander au Pape d'adopter l'écosocialisme, mais l'alternative future reste quelque peu abstraite.

Le Pape François fait sienne l'« option prioritaire pour les pauvres » des églises latino-américaines. L'Encyclique l'expose clairement, comme un impératif planétaire :

[...] dans les conditions actuelles de la société mondiale, où existent tant d'iniquités et où les personnes sont de plus en plus marginalisées, privées du moindre des droits humains, le principe de bien commun se transforme immédiatement comme logique et inéluctable conséquence, un appel à la solidarité et en une option prioritaire pour les plus pauvres ». (*Laudato si'*, 158).

Mais dans l'Encyclique, les pauvres n'apparaissent pas comme les acteurs de leur propre émancipation, projet le plus important de la théologie de la libération. Les luttes des pauvres, des paysans, des indigènes, pour la défense des forêts, de l'eau, de la terre, face aux multinationales et au négoce agricole, et le rôle des mouvements sociaux, qui sont précisément les principaux acteurs du combat climatique – Via Campesina, Climate Justice, le Forum Social Mondial – constituent une réalité sociale peu présente dans *Laudato si'*.

Ce sera par contre un thème central dans les rencontres du Pape avec les mouvements populaires, les premières dans l'histoire de l'Eglise. Lors de la Rencontre de Santa Cruz (Bolivie, juillet 2015) François a déclaré :

Vous, les plus humbles, les exploités, les pauvres et les exclus, vous pouvez et faites beaucoup. J'ose vous dire que l'avenir de l'humanité est, dans une grande mesure, dans vos mains, dans votre capacité de vous organiser et de promouvoir des alternatives créatives, dans la recherche quotidienne des 3 T (travail, toit, terre) et aussi, dans votre participation en tant que protagonistes aux grands processus de changement, nationaux, régionaux et mondiaux. Ne vous sous-estimez pas ! Vous êtes des semeurs de changement. (FRANÇOIS, 2015a).

Bien sûr, ainsi que le souligne Bergoglio dans l'Encyclique, la tâche de l'Eglise n'est pas de se substituer aux partis politiques, en proposant un programme de changement social. Par son diagnostic anti-systémique de la crise, associant de manière inséparable la question sociale et la protection de l'environnement, « la

clameur des pauvres » et « la clameur de la terre », *Laudato si'*, est un précieux, un inestimable apport à la réflexion et à l'action pour sauver la nature et l'humanité de la catastrophe.

Aux marxistes, aux communistes, aux eco-socialistes de compléter ce diagnostic par des propositions radicales de changement, non seulement du système économique dominant, mais du modèle pervers de civilisation imposé globalement par le capitalisme. Des propositions incluant non seulement un programme concret de transition écologique, mais aussi la vision d'une autre forme de société, au delà du règne de l'argent et de la marchandise, fondée sur des valeurs de liberté, solidarité, justice sociale et respect pour la Nature.

Références

BAADER, J. von. *Sätze aus der erotischen Philosophie und andere Schriften*. Hrsg. von Gerd-Klaus Kaltenbrunner. Frankfurt am Main, Leipzig: Insel-Verlag, 1991.

CELAM (Consejo Episcopal Latinoamericano). *Los Obispos Latinoamericanos entre Medellín y Puebla*. San Salvador : Universidad Centroamericana (UCA), 1978.

FRANÇOIS (PAPE). Discours du Saint-Père. Participation à la IIe Rencontre Mondiale des Mouvements Populaires. Voyage apostolique du Pape François en Équateur, Bolivie et Paraguay (5-13 juillet 2015). Foire Expo Feria, Santa Cruz de la Sierra (Bolivie), 9 juillet 2015a. Disponible sur: http://w2.vatican.va/content/francesco/fr/speeches/2015/july/documents/papa-francesco_20150709_bolivia-movimenti-popolari.html

FRANÇOIS (PAPE). *Loué sois-tu. Encyclique*. Paris : Ed. du Cerf, 2015b. Disponible sur: http://w2.vatican.va/content/francesco/fr/encyclicals/documents/papa-francesco_20150524_enciclica-laudato-si.html

Rev. Helius	Sobral	v. 2	n. 1	p. 4-21	jan./jun. 2019
-------------	--------	------	------	---------	----------------

KLEIN, N. *Tout peut changer: Capitalisme et changement climatique*. Arles : Actes Sud, 2015.

MARX, K. *Le Manifeste Communiste*. Paris: Alfred Costes, 1953.

SCANNONE, J. C. El Papa Francisco y la teología del pueblo. *Razon y Fé*, t. 271, n. 1375, 2014, pp. 31-50.

WEBER, M. *Die Protestantische Ethik II. Kritiken und Antikritiken*. Gütersloh : GTB, 1972.

WEBER, M. *Histoire économique*. Paris : Gallimard, 1991.

WEBER, M. *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Trad. Jean-Pierre Grossein. Paris : Gallimard, 2003.